

M. Rondeau: La preuve est là.

M. Otto: D'accord, mais est-ce que cela donne du travail aux chômeurs?

M. Rondeau: Non.

M. Otto: Je suis heureux que le député soit d'accord.

M. Rondeau: Vous devez avoir des solutions.

M. Otto: J'espère que le débat actuel va nous révéler des politiques concrètes sur les moyens possibles et les mesures à prendre. Dans ce cas, je suis persuadé que le ministre examinerait toutes les suggestions. C'est absurde de dire que le ministre n'écoute pas.

Permettez-moi de résumer mes remarques. Il s'agira, en fin de compte, d'indexer la production sur la hausse du coût de la vie ou si vous voulez, sur l'augmentation des salaires. Il nous faudra aussi montrer beaucoup de circonspection durant les quatre ou cinq prochains mois dans les facilités de crédit ou du côté de la masse monétaire. Si la détente est uniforme, l'inflation suivra sûrement. Mais il y aurait toujours moyen d'opérer une sélection tout en employant de plus en plus de gens.

Je crois que le ministre a eu raison d'inclure dans son budget des stimulants destinés à permettre à l'industrie de compenser les sommes versées en impôts afin de renouveler ses immobilisations. Je crois qu'il aurait dû au moins doubler ces stimulants. Le gouvernement ne doit négliger aucun effort pour inciter l'industrie à remplacer ses biens d'équipement désuets car le Canada est parmi les pays dont les biens d'équipement sont les plus vieux. On a dit que nos équipements sont plus vieux et moins efficaces que ceux de certains pays d'Afrique et d'Asie nouvellement promus à l'indépendance. On a aussi dit que si les banques et le gouvernement font un effort concerté pour amener l'industrie, en compensant les impôts qu'elle verse et en lui accordant des subventions à fonds perdus, à remplacer des biens d'investissement, nous pourrions accroître notre productivité d'environ 28 p. 100.

M. Rondeau: Fantastique.

M. Otto: Oui, c'est un chiffre fantastique, et je suis heureux que mon ami soit d'accord sur ce point. Je crois que cela peut se faire. Une mesure de cet ordre doit être envisagée de façon sélective car certaines sociétés canadiennes continueraient à fabriquer des machines et du matériel et à construire de nouvelles installations. Mais, à la longue, cela nous profiterait car nous avons tout à gagner d'une augmentation de la productivité et d'un fléchissement des tendances inflationnistes.

On dépense énormément d'argent—bien qu'on devrait en dépenser davantage—pour le programme de recyclage.

M. Rondeau: Vous accentuerez l'inflation.

M. Otto: Non. Mon honorable ami ne me comprend pas et je vais lui donner des explications précises s'il veut bien m'écouter. Actuellement, un Canadien sur sept a besoin d'être recyclé mais ils se maintiennent tant bien

[M. Otto.]

que mal, car leur profession offre encore des possibilités. N'empêche qu'ils devraient être recyclés au cours des deux ou trois prochaines années. C'est dans ce sens que nous pourrions dépenser l'argent de notre programme de recyclage. On devrait affecter une plus grande part du budget au programme de recyclage pour permettre à davantage de gens d'y participer. Puis, au bout d'un an ou deux, nous commencerions à profiter des avantages de leur capacité de production.

Ceci n'intéresse pas seulement les chômeurs actuels mais également d'autres gens qui sont vraiment sans travail même s'ils touchent encore des salaires. De nombreuses sociétés conservent leur personnel clé pour des raisons d'ancienneté et autres mais, en fait, ces gens sont sans travail. Ils n'ont pas encore provoqué de problèmes, mais cela finira par se produire, car chaque société a une réserve. Quand cette réserve sera épuisée, ces sociétés seront obligées de dire à ces gens qu'elles n'ont plus besoin de leurs talents ou de leurs aptitudes et qu'elles n'ont plus les moyens de les garder. En insistant davantage sur le recyclage, nous pourrions trouver une solution aux pressions inflationnistes qui, inévitablement, se feront jour ultérieurement. En outre, il nous faut détruire l'établissement financier à l'aide d'idées nouvelles et d'un contrôle plus rigoureux des banques.

M. Rondeau: Qui sont ces gens?

M. Otto: Je l'ai dit aux députés qui ont participé avec moi à ce débat. La majorité de nos institutions bancaires et financières sont contrôlées par un très petit nombre de gens.

M. Rondeau: En êtes-vous certain?

M. Otto: C'est un fait. Un petit nombre de gens extrêmement conservateurs et qui craignent...

M. Rondeau: Comment le savez-vous?

M. Otto: Je les connais. Ce sont des réactionnaires qui n'accepteront aucune idée nouvelle de plein gré.

M. l'Orateur suppléant (M. Richard): A l'ordre. Comme il est 6 heures, la Chambre s'ajourne jusqu'à 8 heures.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

M. Otto: Monsieur l'Orateur, j'ai exposé avant le souper certaines idées que j'espérais entendre exprimer par certains députés, en particulier des propositions nouvelles qui pourraient être appliquées à compter d'aujourd'hui. J'ai aussi déclaré que je prévoyais que ce débat prendrait la forme d'un exposé d'idées plutôt que de récriminations sur le passé et les présumés coupables. J'ai aussi présenté certains des principaux aspects de la crise financière, de l'inflation et du chômage dans notre pays. Au cours des quelques prochaines minutes, je vou-